

forbiddenstories.org

Freedom Voices Network et RSF lancent une plateforme en ligne afin de poursuivre les enquêtes des journalistes menacés ou assassinés.

PAR JON ALLSOP, JOURNALISTE POUR LA COLUMBIA JOURNALISM REVIEW

En 2014, le journaliste d'investigation et réalisateur français Laurent Richard enquêtait sur la corruption gouvernementale en Azerbaïdjan lorsque son fixeur l'avertit qu'il était surveillé. Laurent Richard fit alors une copie des séquences tournées et la remit à la journaliste azerbaïdjanaise Khadija Ismayilova, qui la fit passer clandestinement en France. Laurent Richard fut effectivement arrêté à l'aéroport, et les autorités saisirent son matériel. Mais grâce à Ismayilova, son reportage a survécu, intact.

À la suite de cette expérience, le journaliste français décida de lancer une plateforme en ligne centralisée destinée aux journalistes d'investigation en danger. Au cas où ces derniers seraient emprisonnés ou tués, il s'engageait à poursuivre leurs enquêtes. La plateforme sans but lucratif Freedom Voices Network («Réseau des voix pour la liberté») de Laurent Richard sera officiellement lancée au Newseum de Washington. Elle invite les journalistes à transférer leurs recherches vers un portail central sécurisé, et à donner à Laurent Richard et à son équipe les moyens de continuer leur travail s'ils sont réduits au silence.

Laurent Richard est actuellement poursuivi par le gouvernement de l'Azerbaïdjan devant la justice française pour avoir qualifié le régime de «dictature»¹. Mais ce n'est pas seulement le traitement que lui a réservé cet État riche en pétrole

et connu pour son opacité qui l'a poussé à aider les reporters menacés. Laurent Richard fut en effet le premier tiers présent sur place lorsque deux terroristes assassinèrent douze personnes dans les bureaux du magazine satirique français *Charlie Hebdo* en 2015 (voisins à l'époque de ceux de sa société de production de documentaires, Premières Lignes). «C'est arrivé dans mon environnement. Pas à l'étranger, pas en première ligne. Cette fois, c'était en plein cœur de Paris», déclare Laurent Richard. «Cela a été une sorte de tournant. Cela m'a rendu beaucoup plus conscient de la fragilité de la presse libre».

La question de la création d'une organisation comme le Freedom Voices Network s'avère de plus en plus pressante, ne serait-ce que par rapport à la situation d'il y a deux ou trois ans. Les menaces contre les reporters enquêtant sur des secrets compromettants se multiplient à travers le monde. Le 16 octobre dernier, ainsi, la blogueuse Daphne Caruana Galizia, critique véhémente et influente de la classe politique maltaise, a été assassinée dans l'explosion de sa voiture. Selon Laurent Richard, c'est exactement ce genre d'événement – sur une petite île plus connue pour sa vie nocturne que pour ses intrigues politiques – qui est dans le viseur de son équipe.

Bien que la mission de Laurent Richard soit de poursuivre les enquêtes inachevées en cas de

tragédie, il espère que les journalistes utiliseront sa plateforme pour se protéger des repréailles et de la censure, de façon à ne pas devoir compter sur une aide extérieure. En assurant à leurs sources que même s'ils sont réduits au silence les investigations entreprises se poursuivront, les reporters peuvent décourager les parties qui envisagent de leur faire du tort. S'il arrive quelque chose à un collègue, Laurent Richard et son équipe lanceront en outre des campagnes d'information révélant au monde la raison pour laquelle il a été visé, ce qui enverra aussi un message dissuasif aux imitateurs potentiels.

«L'idée est de dire à ceux qui sont susceptibles de faire arrêter ou tuer un journaliste que s'ils le font, il y aura dix, vingt, trente, voire quarante journalistes qui continueront son travail, qui s'assureront que l'histoire ne disparaîtra pas avec lui, mais se poursuivra et fera plus de bruit», déclare Jules Giraudat, l'adjoint de Richard au Freedom Voices Network. Pendant que Laurent Richard mène de front le projet et son travail télévisé, Jules Giraudat et un autre reporter français, Rémi Labeled, ont été embauchés à plein temps pour gérer le portail et poursuivre les enquêtes des collègues disparus. Rémi Labeled est responsable de la sécurité digitale du projet, un enjeu d'une importance cruciale puisque tout piratage risque de mettre en danger les journalistes que le Freedom Voices Network entend protéger.

Le site Web du projet donnera des instructions détaillées sur la meilleure façon de préserver les fichiers en les transférant sur la plateforme – que ce soit *via* un courriel crypté, l'application de messagerie sécurisée Signal ou SecureDrop, un portail d'information *open source* géré par la Fondation pour la liberté de la presse (FPF). «SecureDrop est l'outil le plus sûr. Il exige un peu plus de travail de la part du journaliste, mais cela en vaut vraiment la peine. C'est un système à la pointe de la technologie, explique Rémi Labeled. Si vous travaillez sur une enquête très sensible, nous recommandons toujours l'utilisation de SecureDrop».

Le concept que sous-tend le projet de Laurent Richard n'est pas nouveau. Après le meurtre de Don Bolles, reporter à *l'Arizona Republic*, dans une explosion à la voiture piégée alors qu'il enquêtait sur les activités de la mafia en 1976, près de quarante journalistes de tous les États-Unis se sont rassemblés pour poursuivre son travail. Laurent Richard a pris ce modèle et l'a amélioré grâce à la technologie moderne. Il s'appuie aussi sur des réseaux d'investigation mondiaux pour le faire fonctionner.

Reporters sans frontières (RSF), par exemple, prêtera le concours de son équipe mondiale de reporters et d'observateurs, et coordonnera l'activité de reportage dans les pays où l'équipe de Laurent Richard manque d'expérience et de contacts sur le terrain. L'organisation financera aussi les salaires de Jules Giraudat et de Rémi Labeled, et assurera la promotion des efforts du Freedom Voices Network depuis son siège parisien. «Laurent m'a contacté avec cette idée, qui était parfaitement cohérente et complémentaire de ce que nous faisons en tant qu'observatoire de la liberté de la presse», déclare Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. «Nous utilisons l'arme du journalisme pour défendre la liberté de la presse».

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) – collectif basé à Washington, qui a été le fer de lance de l'enquête sur les Panama Papers (ce qui lui a valu un prix Pulitzer) – soutient

également le projet. La directrice adjointe de l'ICIJ, Marina Walker Guevara, assistera au lancement la semaine prochaine, et Bastian Obermayer, reporter pour le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, qui a reçu les premiers Panama Papers à avoir été dévoilés, en assurera la vice-présidence.

Les Panama Papers illustrent parfaitement le potentiel du journalisme d'investigation collaboratif au-delà des frontières. Bien que le Freedom Voices Network ne soit peut-être pas la première étape pour les journalistes qui partagent déjà d'importantes fuites de données avec des collègues étrangers, il constituera malgré tout un soutien supplémentaire. «La phase la plus dangereuse a eu lieu quand nous avons commencé à présenter les sujets sur lesquels nous prévoyions d'écrire, comme celui sur les amis de Poutine, dit Bastian Obermayer. Cela aurait été vraiment extra de posséder un «coffre-fort» où nous aurions pu au moins déposer les bases de ce que nous avions, indiquer comment nous allions les utiliser, et qui étaient nos contacts».

Bastian Obermayer et Laurent Richard ont travaillé ensemble l'an passé à l'université du Michigan, en tant que récipiendaires d'une bourse de journalisme Knight-Wallace. C'est là, à Ann Arbor, que Laurent Richard a commencé à étoffer concrètement son projet, avec la contribution d'autres boursiers, journalistes professionnels et experts numériques, et même d'Edward Snowden, qui s'est entretenu avec lui via Skype pour le conseiller et le soutenir. «Tout est parti de cette passion claire et très simple pour la préservation de l'information, puis de son engagement, qui a permis de construire le projet», déclare Lynette Clemetson, directrice du programme Knight-Wallace.

Les modalités exactes de la reprise des enquêtes – et le taux de réussite – ne deviendront évidents qu'une fois qu'il aura été officiellement lancé et aura géré ses premiers cas. Pour des raisons de sécurité, Laurent Richard ne peut pas en dire beaucoup concernant les enquêtes que son

équipe a l'intention de reprendre pour commencer, bien que des plans soient déjà en place.

Suivre les traces de collègues ciblés est une tâche périlleuse et difficile. «Notre mission est de nous concentrer sur les enquêtes dangereuses, cela comporte donc toujours des risques. Il y a du danger au niveau informatique, au niveau des dispositifs, au niveau juridique... il y a du danger à tous les niveaux, dit le journaliste. Mais je pense vraiment que la meilleure protection pour cette mission dangereuse, c'est son aspect collaboratif. Ensemble, nous sommes plus forts».

* Traduction : Bérangère de Rodez

¹Le procès qui opposait les journalistes de *Cash Investigation* Élise Lucet et Laurent Richard à la République d'Azerbaïdjan s'est clos mardi 7 novembre. Le tribunal a jugé que la plainte de l'État azerbaïdjanais pour «diffamation», parce que les journalistes avaient qualifié le pays de «dictature», était irrecevable.



Catherine Zask